



ZIMBABWE: Les agriculteurs pratiquent l'agro-écologie pour surmonter les adversités du changement climatique

Auteur principal: Boaventura Monjane*

Edité par: La Via Campesina Afrique australe et orientale et AfrikaKontakt

Introduction et vue d'ensemble

Situé au sud de l'Afrique et autrefois connu comme le grenier de l'Afrique, le Zimbabwe est un pays non seulement à faible revenu mais également enclavé. Au cours de la période de 2000 à 2008, le pays a connu une grave instabilité macroéconomique caractérisée par une hyperinflation. Le PIB réel a diminué de plus de 40% de même la production agricole a connu une baisse (FAO, 2016).

Cela a entraîné une crise économique et sociale profonde, le pays est devenu par cette occasion un net importateur de produits alimentaires et une grande partie de la population reste tributaire de l'aide alimentaire. Au début de la période 2000, le Président a lancé le Programme de réforme foncière accélérée (FTLRP), qui a permis la redistribution de près de 20% de la superficie totale du pays des terres confisquées aux fermiers blancs et a créé des petites et moyennes entreprises à

partir de ce qui était auparavant des fermes à grande échelle. La réforme agraire a entraîné des changements significatifs dans le secteur agraire, et les plus notables étant la production agricole et les modes de commercialisation. Cette période a également correspondu à des hausses de température, à des régimes de précipitations irréguliers et à des sécheresses récurrentes, qui ont tous exacerbé les souffrances, en particulier pour les personnes vivant dans les zones rurales où résident environ 62% de la population.

La période 2009-2012 a été marquée par un rebond économique, avec des taux de croissance moyens de 10% par an. Cependant, après une stabilisation relative, la croissance économique a fortement diminué (de 10,6% en 2012 à 3,8% en 2014) en raison de la détérioration des termes de l'échange, d'une grave sécheresse en 2012/13 et d'une incertitude politique persistante (FAO, 2016).

* Nous aimerions remercier **Haidee-Laure Giles** pour ses précieuses contributions à la recherche documentaire, à la relecture et aux commentaires

Le Zimbabwe reste l'un des pays les plus pauvres au monde, avec 72% de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté. En plus du niveau élevé de pauvreté, le Zimbabwe a également une population jeune (avec 67% âgés de 24 ans et moins) et le pays fait face à des niveaux persistants de malnutrition chronique (FAO, 2016).

Le Zimbabwe n'a pas été épargné par les effets du réchauffement climatique. Le pays se trouve dans une région semi-aride avec des régimes de précipitations limités et peu fiables et des variations de température. Les précipitations présentent une variabilité spatiale et temporelle considérable caractérisée par des changements dans l'arrivée des pluies, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des pluies abondantes, une augmentation de la proportion des années de faibles précipitations, une diminution des précipitations et une augmentation de la fréquence et de l'intensité des périodes de sécheresse de mi-saison (Unganai, 2009). Les phénomènes météorologiques extrêmes, à savoir les cyclones tropicaux et la sécheresse, ont également augmenté en fréquence et en intensité (Mutasa, 2008).

Cette recherche se penche sur la façon dont les petits agriculteurs et les agriculteurs familiaux réagissent aux effets du changement climatique au Zimbabwe. L'étude sur le terrain a été menée dans les provinces de Masvingo et de Manicaland où les agriculteurs pratiquent l'agro-écologie en tant que modèle de production de transformation tout en «s'adaptant» aux changements climatiques. En commanditant cette recherche, La Via Campesina-région Afrique australe et orientale (LVC-SEA), Africa Kontakt (AK) et le Forum des Petits Producteurs du Zimbabwe (ZIMSOFF) cherchent à souligner que les petits agriculteurs familiaux ne sont pas restés des victimes passives. En dépit d'un accès limité aux ressources et au soutien du gou-

vernement, ils prennent progressivement des mesures concrètes pour renforcer la justice climatique au sein de leurs communautés.

Le Secteur de l'Agriculture au Zimbabwe

L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie zimbabwéenne dans la mesure où les Zimbabwéens sont dans leur grande majorité des ruraux qui tirent leur subsistance de l'agriculture et d'autres activités économiques rurales connexes. C'est le secteur pourvoyeur d'emploi et les populations tirent 60-70% de leurs revenus de ce secteur qui fournit également 60% des matières premières requises par le secteur industriel et contribue à hauteur de 40% aux recettes d'exportation totales. En dépit des nombreux emplois que ce secteur pourvoit, il ne contribue pourtant de manière directe que de 15 à 19 pour cent au PIB annuel, en fonction de la pluviométrie, et c'est une statistique qui ne tient pas compte de l'importance et la domination de l'industrie agricole. Il est généralement admis que lorsque l'agriculture fonctionne mal, le reste de l'économie souffre¹.

Les principaux produits agricoles produits par les agriculteurs communaux sont le maïs (l'aliment de base), l'arachide, les autres céréales, les haricots, les légumes, la viande, le lait et le bois de chauffe. Les exploitants agricoles commerciaux se concentrent sur les cultures commerciales telles que le tabac, les produits horticoles, en particulier les fleurs coupées, le café, le maïs, les arachides, le sorgho, le soja, le tournesol et les bovins, les porcs, les chèvres et les moutons.

Depuis 2001, le Zimbabwe connaît un déficit structurel de maïs et cette situation de déficit a entraîné un changement de rôles. Désormais le Zimbabwe passe du statut d'exportateur net de produits alimentaires le

¹ Government of Zimbabwe. 2001. *The agricultural sector of Zimbabwe, statistical bulletin*. Harare.

plus important d'Afrique australe à celui de pays en déficit alimentaire. Pour couvrir les besoins alimentaires du pays qui se chiffrent autour 1,8 million de tonnes (consommation humaine et animale), le Zimbabwe doit compter sur les importations régionales (principalement d'Afrique du Sud, de Zambie et du Malawi), qui ont augmenté ces dernières années. Cependant, les partenaires commerciaux régionaux font également face, de nos jours, à un déficit céréalier en maïs et le Zimbabwe a été contraint de se tourner vers l'Amérique du Sud. Les faibles disponibilités régionales de maïs font également grimper les prix, exacerbant ainsi l'insécurité alimentaire. La production de blé a également diminué depuis 2001 et le pays importe actuellement environ 95% de ses besoins estimés à 450 000 tonnes par an. En termes d'exportations, le pays continue de s'appuyer sur une base d'exportation limitée dominée principalement par les minéraux (or, nickel et diamants) et le tabac (de loin la culture d'exportation la plus importante). Le Zimbabwe est actuellement le 6ème plus grand exportateur de tabac au monde (FAO, 2016).

Le Programme de transformation socioéconomique durable du Zimbabwe (Zim Asset, 2013-2018) a été adopté en 2013 comme nouveau plan de développement économique. Ce programme a pour objectif de stimuler la reprise économique du Zimbabwe jusqu'en 2018. Dans ce Programme de transformation socioéconomique durable du Zimbabwe, le secteur agricole est identifié comme l'un des principaux moteurs de la croissance et de la création d'emplois. La politique du programme sur l'agriculture vise à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des ménages et au niveau national, ainsi qu'à accroître la production agricole, la productivité et la qualité.

En novembre 2013, le Zimbabwe a signé le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et a élaboré le Plan d'investissement agricole

du Zimbabwe 2013-2017 (ZAIP) pour aligner les investissements dans le secteur agricole sur les principes du PDDAA. Cependant, ce Plan n'a pas encore été mis en œuvre en raison du manque d'adhésion des principaux partenaires multilatéraux et bilatéraux (FAO, 2016). Actuellement, le Zimbabwe n'a pas de politique agricole à long terme à cause des changements intervenus dans le secteur agricole du fait du programme de réforme agraire adopté en 2000, le Cadre stratégique pour l'agriculture 1995-2020 n'est plus valable. Un nouveau cadre stratégique global pour l'agriculture (2012-2032) a été élaboré en 2012 avec l'aide de la FAO, mais il reste un projet et doit encore être adopté (FAO, 2016).

Changement Climatique

Selon le Service météorologique du Zimbabwe, les températures minimales quotidiennes ont augmenté de près de 2,6 ° C au cours du siècle dernier tandis que les températures maximales quotidiennes ont augmenté de 2 ° C au cours de la même période (Brown et al, 2012). Le pays a connu des conditions météorologiques extrêmes au cours des deux dernières décennies, notamment 10 sécheresses, une diminution de l'eau douce et la destruction de la biodiversité (Chakwana, 2015).

Selon La Compagnie d'Énergie du Zimbabwe, les niveaux d'eau dans le lac principal du pays, le lac Kariba, ont chuté à moins de 30%, ce qui affecte sérieusement la production d'électricité dans le pays. L'hydroélectricité contribue de manière significative à la production d'électricité du pays. Les épisodes de sécheresse au cours des dernières années, combinés à l'évolution des régimes de précipitations dans le pays, ont entraîné une diminution des niveaux d'eau de Kariba. Les pluies sont devenues si irrégulières dans certaines zones du pays que le Programme des Nations Unies pour le développement prédit que la production agricole - principale source de revenus du Zimbabwe pour près des trois quarts

de la population - pourrait diminuer jusqu'à 30%, ce qui pourrait accentuer la faim et la pauvreté (Chakwana, 2015). Les régions de l'ouest et du sud du Zimbabwe devraient connaître un assèchement, laissant des millions de Zimbabwéens dans la faim et la pauvreté qui sont une résultante de cette situation.

En termes d'agriculture, en général, selon les projections du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 2007), les surfaces appropriées pour la culture du maïs diminueront d'ici 2080, tandis que les zones appropriées pour le coton et le sorgho augmenteront d'ici 2080. Dans le sud-ouest du pays, sorgho et maïs deviendront vulnérables au changement climatique, tandis que le coton deviendra moins vulnérable. Dans le nord et le centre du pays, le maïs, le sorgho et le coton deviendront moins vulnérables (Brown et al, 2012).

Les petits exploitants agricoles et leurs familles sont particulièrement vulnérables parce qu'ils ont peu d'atouts sur lesquels s'appuyer et une capacité limitée à se remettre des extrêmes climatiques. Augmenter la résilience des petits exploitants agricoles (SHF), en particulier des femmes, est donc une question urgente. Le changement climatique compromet la réduction de la pauvreté et les progrès en matière de développement, tout en menaçant la sécurité alimentaire, la souveraineté et les moyens de subsistance des femmes. Des problèmes liés aux régimes pluviométriques caractérisés par de faibles précipitations et des sécheresses affectant la productivité des cultures, tuant le bétail par manque d'eau potable et de pâturages et affectant les moyens de subsistance des populations qui dépendent de l'agriculture pour leur survie, leur emploi et leurs revenus, la souveraineté et l'état nutritionnel. Il est nécessaire d'intégrer l'adaptation au climat dans tous les projets de développement nationaux et régionaux ciblant l'agriculture².

La recherche a découvert que d'autres effets négatifs incluent des tempêtes violentes et des inondations entraînant la destruction des abris, des kraals d'élevage, des écoles, des hôpitaux, mais surtout des champs et les rizières emportés par les rivières et les barrages. L'impact négatif du changement climatique au Zimbabwe est susceptible d'entraver le développement du pays, de poser un risque sérieux pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la capacité d'adaptation. À cet égard, il est nécessaire d'intégrer l'adaptation au climat dans tous les projets de développement nationaux et régionaux axés sur l'agriculture³.

L'une des pratiques importantes en matière d'atténuation du changement climatique consiste à mettre en œuvre des pratiques résilientes que les petits exploitants agricoles (SHF) ont utilisées au fil des ans. Ceux-ci comprennent l'agro écologie, l'agriculture de conservation et l'utilisation durable des terres et la gestion de l'eau. Les faits ont clairement démontré que la population rurale comprend les petits exploitants agricoles (SHF) les paysans sont les plus affectés par les conditions climatiques difficiles parce qu'ils n'ont pas les ressources adéquates pour l'adaptation et les mécanismes résilients.

Les petits exploitants agricoles (SHF) au Zimbabwe ont mis en œuvre des pratiques visant à atténuer les changements climatiques dans la région avec pour objectifs de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, promouvoir la résilience, augmenter la stabilité, faire face aux impacts négatifs du changement climatique et encourager une gestion rationnelle des ressources naturelles (c'est-à-dire la terre et l'eau) principalement dans les communautés rurales. Les pratiques les plus remarquables qui ont été mises en œuvre comprennent l'agro écologie, l'agriculture de conservation, l'aquiculture, le reboisement et la production animale.

² Olushola Fadairo; Climate change projects aren't working because communities are left out; Thursday 20 April 2017

³ Olushola Fadairo; Climate change projects aren't working because communities are left out; Thursday 20 April 2017

Une étude du Fonds international de développement agricole (FIDA) intitulée Petites exploitations, impacts importants: intégration du changement climatique pour la résilience et la sécurité alimentaire a montré que le changement climatique menace la base de ressources naturelles dans une grande partie du monde en développement. Le changement climatique accélère la dégradation de l'écosystème et rend l'agriculture plus risquée, ce qui rend les petits exploitants agricoles si importants dans le cadre de la lutte pour la souveraineté alimentaire mondiale, la nutrition et la sécurité alimentaire, confrontés à des conditions climatiques plus extrêmes. Les petits paysans, en particulier les femmes et les jeunes, sont plus touchés par les sécheresses, les inondations et les tempêtes, en même temps qu'ils subissent les effets graduels du changement climatique, tels que le stress hydrique des cultures et du bétail, l'érosion côtière, les infestations de ravageurs imprévisibles.

Stratégie nationale et cadre politique

Le Zimbabwe a été parmi les premiers pays à ratifier la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 1992. Il est également signataire d'autres lois environnementales majeures régissant le changement climatique, à savoir le Protocole de Kyoto ratifié en 2009 et l'accord de Paris récemment ratifié en Août 2017.

Les questions de changement climatique ont également été largement intégrées dans la législation nationale en 2009 et dans la politique de l'environnement (NPE) comme contribution à la stabilisation des Gaz à Effets de Serre (GES). La NPE, cependant, ne traite pas le changement climatique comme un problème autonome. Au contraire, il est impliqué dans les stratégies et les activités qui entraînent des émissions de GES. Parallèlement à la nouvelle politique de l'environnement (NPE),

il existe diverses politiques environnementales qui traitent également des questions de changement climatique. Ces politiques comprennent: la Politique d'évaluation de l'impact sur l'environnement (1997), les politiques et stratégies nationales d'éducation environnementale (2003) et la Stratégie nationale de lutte contre les incendies et le plan de mise en œuvre (2006). Les autres politiques liées à la stabilisation des GES comprennent: La politique énergétique nationale (2009), le Cadre stratégique pour l'agriculture du Zimbabwe (CSA), qui s'étend sur un horizon de 25 ans (1995-2020), la politique de l'eau et la politique scientifique et technologique.

Cependant, bien que ces politiques renvoient collectivement aux mesures d'atténuation et d'adaptation, elles manquent de référence spécifique au changement climatique et restent donc insuffisantes à la lumière des impacts prévus du changement climatique et de l'ampleur et de la portée de la vulnérabilité.

Le changement climatique est largement considéré comme un problème secondaire dans les politiques et ne bénéficie donc pas d'une attention suffisante en termes d'orientation politique ou d'allocation des ressources. En vue de combler cette lacune politique, le Gouvernement du Zimbabwe a commencé à élaborer la stratégie nationale de réponse au changement climatique (NCCRS) en 2011, promulguée en 2014. La stratégie nationale de réaction au changement climatique édicte un plan d'action national pour l'atténuation et l'adaptation, fournissant un cadre pour une approche globale et stratégique sur les aspects d'atténuation, d'adaptation, de technologie, de financement, ainsi que d'éducation et de sensibilisation du public. Il vise à «intégrer le changement climatique dans tous les secteurs de l'économie» (NCCRS, 2014) et à ouvrir un dialogue politique sur la nécessité d'une politique indépendante sur le changement climatique.

Dans ce contexte, le Gouvernement du Zimbabwe s'est engagé à élaborer une politique de lutte contre le changement climatique au début de 2015. La politique adopte une trajectoire pour atténuer les effets néfastes du changement climatique en ciblant principalement le secteur de l'énergie et vise à protéger le climat des secteurs sensibles du développement socio-économique.

Le gouvernement fait pression pour ce qu'il appelle l'agriculture adaptée au changement climatique (CSA). Cependant, se rendant compte des impacts du changement climatique chez les populations indigènes pauvres du fait de leur faible capacité d'adaptation mais également du manque de financement pour mettre en œuvre des programmes adaptatifs, le gouvernement du Zimbabwe a mis en œuvre une stratégie nationale d'adaptation à l'évolution du climat (NCCRS) pour guider la mesure de réponse nationale face aux impacts du changement climatique. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indiquent que l'Afrique souffrira le plus des impacts du changement climatique. La nature mondiale des changements climatiques exige la coopération et la participation les plus larges à une réponse internationale efficace et appropriée comprenant des mesures d'atténuation et d'adaptation fondées sur les principes de la Convention sur les changements climatiques (CCC).

La stratégie nationale d'adaptation à l'évolution du climat du Zimbabwe (NCCRS) a été lancée en 2011 et reconnaît que les impacts du changement et de la variabilité climatiques deviennent plus évidents avec la persistance des années de sécheresses, des inondations, des tempêtes de grêle, des journées chaudes et des vagues de chaleur. Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces pour le développement mondial,

les pays en développement étant plus vulnérables en raison de leur faible capacité d'adaptation. La stratégie nationale d'adaptation à l'évolution du climat du Zimbabwe (NCCRS) guidera les mesures nationales de réponse aux impacts du changement climatique et fournira des conseils sur l'intégration des questions de changement climatique dans les processus nationaux de planification du développement aux niveaux national, provincial, de district et local et assurera des activités coordonnées⁴.

Le Gouvernement du Zimbabwe considère le changement climatique comme l'une des menaces pour le pays et sa population, et estime également qu'il pourrait compromettre une grande partie des réalisations positives enregistrées au cours de ces dernières années dans le pays dans le cadre de la poursuite des objectifs de développement. Le changement climatique et les politiques visant à minimiser ses effets ont d'énormes implications socio-économiques et environnementales⁵. Le défi pour le pays est de savoir comment développer des stratégies d'adaptation qui peuvent réduire et atténuer les impacts divers et complexes du changement climatique. La stratégie nationale d'adaptation à l'évolution du climat (NCCRS) est une réponse à ce défi et vise également à contribuer à la réalisation du Programme de transformation socioéconomique durable du Zimbabwe (Zim Asset) 2013-2018 et au-delà.

Le Programme de transformation socioéconomique durable du Zimbabwe (Zim Asset) reconnaît que le pays est vulnérable aux sécheresses chroniques et aux inondations causées par le changement climatique résultant du réchauffement climatique. Il note également que le changement climatique affecte l'économie agricole du pays dont les moyens de subsistance dépendent largement de l'agriculture pluviale, de l'élevage et des

⁴ Zimbabwe's National Climate Change Response Strategy, GOV, 2011

⁵ Zimbabwe's National Climate Change Response Strategy, GOV, 2011

ressources naturelles. Ainsi, le gouvernement a créé un ministère de l'Environnement, de l'Eau et du Climat en reconnaissance de l'importance du climat et du changement climatique pour le développement du pays. Cela a été suivi par l'élaboration du projet de politique du Zimbabwe sur les changements climatiques de 2013 qui devrait encore être finalisé.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a lancé les projets du Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC) concernant: l'adaptation; le transfert de technologie et le renforcement des capacités; l'énergie, les transports, l'industrie, l'agriculture, la foresterie et la gestion des déchets; et la diversification économique. Ce fonds devrait compléter d'autres mécanismes de financement pour la mise en œuvre de la Convention.

Infrastructure, genre et participation

Absence d'infrastructures servant à l'irrigation

Le Zimbabwe est un pays semi-aride et son agriculture est pluviale virile. Parce que la majeure partie du pays reçoit des précipitations limitées et erratiques, l'irrigation est une condition préalable à la réussite de la production agricole. Le pays dispose d'un potentiel d'irrigation inexploité de près de 1,5 million d'hectares, alors que la superficie équipée pour l'irrigation est estimée environ à 200 000 ha (Zawe, 2015). Le Zimbabwe a un grand nombre de petits et moyens barrages sous-utilisés et de petits périmètres d'irrigation délabrés. De même, de nombreuses installations d'irrigation sur les anciennes exploitations commerciales à grande échelle sont dans un état de délabrement avancé. Le gouvernement a clairement souligné la

nécessité d'accroître les investissements dans l'irrigation, en particulier dans la réhabilitation des installations existantes.

Cependant, même si le budget alloué à l'irrigation a augmenté au fil des années, il reste très faible (moins de 3% du budget agricole total) et insuffisant (FAO, 2016). Il existe actuellement un certain nombre de projets en cours pour réhabiliter les infrastructures d'irrigation, avec un financement principalement du gouvernement ainsi que des donateurs multilatéraux et bilatéraux. En 2015/16, le gouvernement a alloué 7 millions de dollars au développement de l'irrigation, ce qui complète les 8,6 millions de dollars alloués par les partenaires au développement. En outre, le gouvernement met actuellement en œuvre le Plan directeur national sur les ressources en eau et l'irrigation résilient au changement climatique, qui vise à intégrer la modélisation du changement climatique au développement et à la gestion des ressources en eau et des infrastructures d'irrigation.

Genre et questions transversales

Les interventions liées au changement climatique peuvent être un point d'entrée essentiel pour promouvoir l'égalité des femmes en termes de droits fonciers, de droits économiques et culturels, d'accès aux processus de prise de décision et de participation politique⁶. Les femmes ont moins accès aux connaissances et aux processus de prise de décision. Les hommes dominent les décisions sur le changement climatique, l'élaboration des politiques et la planification locale qui affectent la vie immédiate des femmes. Lorsque les femmes se battent pour la santé et le bien-être de leurs familles et de leurs communautés, elles se battent également pour la santé de la Terre. C'est parce que les femmes dépendent de la terre pour leurs activités agricoles.

⁶ www.worldbank.org/ Women in Agriculture: The Agents of Change for the Global Food System; March 7, 2017

Bien que les femmes (et les enfants) devraient être touchées de manière disproportionnée par le changement climatique, elles restent largement absentes des processus de prise de décision sur l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe. Chagutah (2010) souligne que le genre a été absent des cadres politiques impliquant la gestion et la protection de l'environnement et des ressources naturelles au Zimbabwe. En plus de favoriser les inégalités persistantes entre les sexes, cela affecte l'efficacité de la politique, étant donné que les femmes jouent souvent un rôle central dans l'adaptation et le relèvement après une catastrophe. Il est heureux de noter que le NCCRS s'est efforcé de remédier à cette omission en appelant à l'intégration du genre. On dit que le changement climatique «exacerbe les inégalités existantes» (NCCRS, 2014); le genre est ainsi réduit aux problèmes des femmes. De plus, dans le même document, le gouvernement admet que «les données désagrégées par sexe sur le changement climatique, ses impacts et ses stratégies d'adaptation sont encore limitées au Zimbabwe» (NCCRS, 2014), ce qui tend à impliquer un travail plus approfondi pour voir la stratégie pleinement mise en œuvre dans cet aspect.

Absence de participation significative des paysans à l'élaboration des politiques

L'Association zimbabwéenne du droit de l'environnement (ZELA) souligne l'importance fondamentale de la participation du public et de la participation des parties prenantes dans le développement de la future législation sur le changement climatique (Brown et al, 2012). La loi sur la gestion de l'environnement stipule que toute personne «a le droit d'accéder à l'information environnementale et de participer à la promulgation et à la mise en œuvre de mesures législatives, politiques et autres prévenant la pollution et la dégradation de

l'environnement» (EMA, 2002). Selon Dodman & Mitlin D (2015), la société civile participe activement à la question du changement climatique: le groupe de travail zimbabwéen sur le changement climatique compte plus de 30 organisations de la société civile parmi ses membres et se réunit régulièrement; et la coalition du Zimbabwe pour le changement climatique a été créée en 2009 en vue de sensibiliser les jeunes aux changements climatiques et d'accroître leur participation aux programmes nationaux, régionaux et internationaux de lutte contre le changement climatique. La rédaction du SNCE de 2014 a mené à de vastes consultations publiques pour contribuer au processus d'élaboration d'un plan d'action complet sur les questions de changement climatique. Cependant, ce processus a été long et il reste à évaluer combien les paysans, par opposition à certaines ONG, ont été consultés. Il existe un risque que les stratégies d'adaptation nationales formulées sans la participation de ceux qui sont destinés à adopter les pratiques limiteront plutôt qu'elles ne faciliteront l'adaptation et risquent de provoquer une inadaptation.

Manque de reconnaissance des pratiques locales existantes

Les chercheurs ont également découvert que les petits exploitants agricoles (SHF) ont également développé leurs propres pratiques de résilience aux changements climatiques, notamment la production de cultures résistantes à la sécheresse telles que le sorgho, le millet, les arachides, les pois chiches, le sésame et les noix rondes ainsi que le manioc. Les agriculteurs se sont également tournés vers le petit bétail, comme les chèvres, les moutons, les cochons, les «poules villageoises⁷», les pintades, en période de précipitations irrégulières. Les petits exploitants agricoles (SHF) pratiquent maintenant une gestion durable de l'eau, telle que la collecte

⁷ Village chickens are the type of chickens that are bred through being fed of produce from the unprocessed farm produce and allowed to roam around the homestead in search of food.

de l'eau, qui consiste à creuser des barrages en terre et des trous dans les puits pour capter l'eau rare.

La zone de Shashe est une étude de cas classique sur la capacité des petits agriculteurs à s'adapter et à résister à l'impact du changement climatique, comme la récolte de l'eau, la diversification des cultures et du bétail et la production de petites céréales telles que le mil, le rapoko, sorgho, arachides, pois de vache pour n'en nommer que quelques-uns.

La recherche a mis au jour le fait que les processus politiques et les programmes pour faire face au changement climatique au Zimbabwe ne sont pas en accord avec ce que les petits exploitants agricoles (SHF) et les paysans qui sont membres de ZIMSOFF et de LVC font la promotion. Le gouvernement et les organes décisionnels n'ont pas reconnu le rôle important joué par les petits exploitants agricoles (SHF) et les paysans dans l'atténuation des changements climatiques et les pratiques résilientes.

Ces pratiques vont de l'agro-écologie en passant par la souveraineté alimentaire, la diversification des cultures, la rotation des cultures, l'agroforesterie, l'agriculture de conservation et les pratiques de collecte de l'eau, y compris des pratiques durables de gestion des eaux et des sols. Le Gouvernement du Zimbabwe et les institutions mondiales ont également échoué à reconnaître l'importance des semences indigènes et la production de petites céréales (légumineuses) comme une autre façon de faire face aux changements climatiques. Le Gouvernement du Zimbabwe continue de pressuriser les petits exploitants agricoles (SHF) et les paysans pour qu'ils mettent en place des formes d'agriculture conventionnelles basées sur l'agriculture adaptée au changement climatique (CSA), utilisent des semences hybrides en particulier le maïs et les engrais synthétiques.

Ce qui est décourageant, c'est la marginalisa-

tion des agriculteurs ruraux dans le processus d'élaboration des politiques pour faire face aux problèmes de changement climatique, en particulier les femmes et les jeunes des zones rurales; la pauvreté, les inégalités, les taux de chômage élevés et la menace du changement climatique sont toujours présents.

Les décideurs politiques continuent à faire pression pour des politiques qui ne répondent pas de manière adéquate aux besoins en matière de changement climatique des petits exploitants agricoles (SSFs) et des paysans dans les zones rurales, en particulier les femmes et les jeunes. Des organisations telles que ZIMSOFF avec leur adhésion à LVC et d'autres organisations partageant les mêmes idées ont milité pour des pratiques agricoles qui répondent aux besoins des agriculteurs pauvres tels que l'agro-écologie, la souveraineté alimentaire, la diversification des cultures, la rotation des cultures, l'agroforesterie, l'agriculture et les pratiques de récolte de l'eau, y compris des pratiques durables de gestion de l'eau et des sols, la promotion des semences indigènes et la promotion des petites céréales (légumineuses).

Le Gouvernement du Zimbabwe et les organes de décision n'ont pas reconnu le rôle important joué par les petits exploitants agricoles (SHF) et les paysans dans l'atténuation des changements climatiques et les pratiques résilientes, comme souligné ci-dessus. Ces pratiques allant du Gouvernement du Zimbabwe à la culture des graines locales et à la production de petites graines (légumineuses) constituent une autre façon de résister aux changements climatiques, mais continuent à pressuriser les petits exploitants agricoles (SSF) et encouragent les paysans à utiliser des semences hybrides, en particulier le maïs.

Resultats, debat et conclusion

Le mouvement politique d'agro écologie approuvé par La Via Campesina a permis aux agriculteurs du monde entier d'étendre

leurs réseaux grâce au partage d'expériences entre agriculteurs (Rosset et al., 2011). Cela permet aux paysans d'apprendre entre eux et d'adopter les pratiques qu'ils jugent utiles, plutôt que d'avoir des politiques imposées par le haut qui ne tiennent pas compte du contexte environnemental, social ou politique local. Le mouvement met en avant un discours politique sur le changement climatique, encourageant les agriculteurs à voir au-delà des aspects purement naturels du changement climatique, et diffusant une compréhension des facteurs socio-économiques qui contribuent à leur vulnérabilité.

Un objectif important pour LVC est d'augmenter la capacité des constituants à identifier les acteurs et les pratiques préjudiciables à la justice climatique et la capacité des agriculteurs à faire face aux effets du changement climatique, ainsi que l'apprentissage concomitant de pratiques qui améliorent la capacité d'adaptation et la résilience, spécifiquement l'agro écologie. La mesure dans laquelle les constituants des organisations membres de LVC incarnent le mouvement politique de l'agro écologie est –il de savoir que ce travail de terrain était orienté vers la découverte.

Sites de recherche

Le travail de terrain qui a servi de base à cet article est réalisé en collaboration avec ZIMSOFF - Forum des petits producteurs bio du Zimbabwe, une organisation qui compte 10 400 membres. Les résultats détaillés ci-dessous ont été obtenus à travers une série d'entretiens semi-structurés, ainsi que des entretiens thématiques avec un total de 12 agriculteurs, membres de ZIMSOFF, sur une période de quatre jours. Il a été réalisé en mai 2017, dans les deux provinces de Manicaland et Masvingo, situées dans le centre / sud-est du Zimbabwe. Masvingo se situe dans la région 4-5 et Manicaland dans la région 5 (FAO) et les deux régions varient entre «précipitations sujettes à des sécheresses saisonnières fréquentes et des périodes de sécher-

esse sévères pendant la saison des pluies» à «précipitations très irrégulières» (ibid). Il y a cinq régions naturelles au Zimbabwe. La qualité de la terre est meilleure dans la région 1 avec une qualité décroissante jusqu'à la région 5. La région 4 est une région agricole semi-extensive et la région 5 est une région agricole extensive. Bien que la zone soit trop sèche pour la production agricole, les agriculteurs cultivent des céréales pour assurer leur sécurité alimentaire et certaines cultures de rente telles que le coton. Le maïs à lui seul représente 40 à 50% des surfaces cultivées dans les deux régions. Dans ces deux-là, les rendements des cultures sont extrêmement faibles et les risques associés à l'agriculture sont élevés.

Expériences avec le changement climatique

Un point important de toutes les entrevues était l'imprévisibilité des conditions météorologiques. Le problème était que les pluies arrivaient tardivement, ne duraient pas assez, ou arrivaient avant les dates prévues, ce qui signifiait que les habitudes de plantation traditionnelles étaient minées. Sur une année moyenne, la fréquence de la sécheresse a augmenté dans toute la région, avec pour conséquence commune une baisse significative des rendements. La plupart des personnes interrogées pensent que cette situation a commencé il y a de cela une dizaine d'années, même si certains soutiennent que ça remonte au-delà. L'un des administrateurs des sites visités a déclaré que «les précipitations ne sont plus fiables. Et cette situation a pris départ depuis environ 2000. Parfois, vous plantez tôt et les plantes échouent. Parfois en retard et les cultures n'atteignent pas la maturité. Voilà ce qui nous amène à dire que les précipitations sont de plus en plus peu fiable. » Il a rappelé que les habitants de son quartier feraient face à la faim et qu'ils devraient compter sur l'aide alimentaire. De plus, il a mentionné les conséquences sévères de la sécheresse en une année entraînant une perte énorme du bétail. Ils

avaient besoin de conduire leur bétail vers des sources d'eau lointaines, voyage au cours duquel le bétail ne pouvait pas survivre. Cela a également conduit à une baisse significative du prix du bétail, selon l'administrateur.

Adaptation

En raison de la pénurie d'eau importante face au changement climatique, la rétention d'eau est devenue essentielle. À ce titre, les agriculteurs interrogés ont souligné l'importance d'utiliser des cultures à courtes saisons qui nécessitent moins d'eau et développer des pratiques de conservation. Une de ces pratiques consistait à éviter de brûler de l'herbe, comme cela se fait traditionnellement, car l'herbe dans les champs aide à retenir l'humidité dans le sol et réduit le ruissellement. L'utilisation de la culture intercalaire en agroécologie était une autre technique utilisée pour conserver l'eau.

Un agriculteur a choisi d'adopter une importante recommandation de ZIMSOFF concernant le bétail. Les pauvres agriculteurs détiennent souvent un capital financier dans l'élevage de sorte que la mort du bétail est très souvent perçue comme étant économiquement destructrice. Un des fermiers dit avoir expérimenté tout cela avec d'autres fermiers en acquérant collectivement des chèvres, qui exigent moins d'eau pour leur survie et résistent plus à la sécheresse. De plus, ces deux animaux fournissent du fumier, qui peut être utilisé pour fertiliser leurs champs. Ceci est important car les engrais chimiques achetés dans les magasins sont chers et doivent être utilisés année après année si les agriculteurs doivent éviter la dégradation des sols. Selon un agriculteur: «Si j'utilise de l'engrais aujourd'hui et que je n'ai pas d'argent, je ne serai pas en mesure d'utiliser les champs demain. Le sol dégradé par l'utilisation d'engrais chimiques peut être inversé si du fumier est utilisé, mais selon

les agriculteurs, le processus de restauration pour obtenir de bons rendements peut prendre jusqu'à trois ans.

Tous les agriculteurs interrogés ont souligné l'importance de la diversification des cultures contre la monoculture du maïs, la culture de base dans la région. On a noté que les différentes cultures présentaient des avantages différents, l'avantage de la diversification étant d'éviter le risque d'une mauvaise année. Le mil rouge a l'avantage de pouvoir être conservé jusqu'à 9 ans. En outre, il faut un peu de temps pour mûrir ce qui signifie qu'il n'est pas aussi sensible aux périodes de pluies raccourcies. Certains agriculteurs ont explicitement mentionné la culture du mil à élaguer comme adaptation au changement climatique: «Nous faisons face au changement climatique en cultivant plus de millet, car cela peut durer quelques années.» Les autres cultures qui ont été cultivées en raison de leur plus grande résistance à la baisse des précipitations comprennent le sorgho et le mil perlé. Un agriculteur a déclaré que «la première ligne de défense consiste à cultiver un large éventail de cultures vivrières» et «le maïs est très sensible à la sécheresse».

Il montre comment la diversification est utilisée pour accroître la résilience. Ce sentiment a été réitéré à maintes reprises par les agriculteurs avec un inconvénient supplémentaire noté pour le maïs, à savoir qu'il avait le moins de temps de stockage sur toutes les cultures; environ 1 an, sans utiliser de "produits chimiques" coûteux. De plus, il a été noté qu'il était plus sensible aux ravageurs. Les avantages du maïs ont également été mentionnés. Dans les années où les conditions météorologiques n'étaient pas aussi imprévisibles, il était possible et souhaitable de cultiver du maïs car c'est la culture la moins intensive en main-d'œuvre à traiter.

Upenyu Ivhu innovation de récolte de l'eau

18 membres de l'organisation paysanne Upenyu Ivhu ont participé à l'enquête (12 femmes et 6 hommes). L'enquête a eu lieu dans la région de Murowa au niveau de la circonscription de Runde où ces ménages qui composent cette communauté pratiquent la récolte de l'eau, l'agriculture bio et le maintien d'une diversité de bétail. Les membres ont travaillé avec le regretté Zephaniah Phiri, un autre fermier innovant bien connu sous le nom de «Water Harvester», pour créer le groupe des agriculteurs innovateurs Hupenyu Ivhu (Life is Soil) en 1989.

Pendant ces périodes de précipitations irrégulières, les petits exploitants pratiquent des techniques de gestion de l'eau telles que la collecte de l'eau qui consiste à creuser des barrages en terre et des contours de niveaux de profondeur égaux pour capturer l'eau rare. "Nous collectons les eaux de ruissellements qui traversent nos champs; nous gardons chaque goutte d'eau. Nous récoltons l'eau de pluie qui dégouline des rochers, de la route et aussi, comme il pleut, dans les contours que nous avons construits », a déclaré un fermier.

Les barrages en terre ont également permis aux agriculteurs de se lancer dans la pisciculture qui contribue aux régimes alimentaires et aux revenus des ménages, améliorant ainsi leurs économies locales et leurs moyens de subsistance. C'est une initiative agricole qui n'était auparavant pas possible dans la région qui reçoit des précipitations faibles et peu fréquentes mais dans ce cas les solutions locales ont eu la réponse en voyant simplement une menace comme une opportunité.

Selon un agriculteur, le processus de construction des contours se fait progressivement et un cette construction de contour peut durer jusqu'à un an en fonction de la taille, mais le processus vaut la peine d'offrir aux agriculteurs des solutions alternatives pour contrer les effets d'une pluviométrie irrégulière comme moyen de subsistance.

L'eau retenue et endiguée assure que les terres sous-jacentes restent humides et retiennent l'humidité, de sorte que les cultures dans les champs environnants peuvent atteindre leur pleine maturité malgré le manque de pluie constante dans la région. L'eau récoltée permet également aux agriculteurs de cultiver leurs potagers tout au long de l'année, ce qui aggrave la diversité de leur système alimentaire.

Cultiver exclusivement pour la vente au marché était généralement considéré comme un mouvement de renforcement de la vulnérabilité, exprimé en termes de dépendance au marché. La monoculture est considérée comme financièrement risquée par un agriculteur qui dit: «L'agriculteur devient un travailleur pour l'industrie, seulement les fermes pour payer les prêts.» Selon nos interviewés, la plupart des agriculteurs qui cultivent pour le marché

cultivent le tabac et le coton ce qui ne peut pas garantir la survie lorsqu'on est dans une mauvaise année de récolte. «Dans les zones à forte pluviométrie, les gens ont tendance à être orientés vers les cultures commerciales, ils n'ont pas d'autres cultures comme les arachides, le mile perlé, le mile, le niébé, pour e citer que ceux-là. Faire de la monoculture, c'est une menace pour la souveraineté alimentaire des ménages. "

Le point important relevé par les agriculteurs est qu'en période d'incertitude sur les conditions météorologiques et les niveaux de précipitations, la subsistance doit être la priorité, car l'agriculture pour l'exportation utilisant des cultures commerciales est trop risquée. L'aversion pour le marché due à l'éviction des produits qui devaient être achetés chaque année, comme les engrais chimiques et les semences hybrides, était également évidente dans la mesure où de nombreux agriculteurs choisissaient de conserver leurs récoltes excédentaires plutôt que de les vendre. Quelques fermiers ont aussi expliqué comment ils allaient le donner à des voisins qui avaient moins de chance, démontrant un rejet de l'idée que la nourriture devait nécessairement être banalisée.

Se battre pour la souveraineté des semences

L'état du maïs comme aliment de base ne peut s'expliquer en partie par le fait que les agents de vulgarisation gouvernementaux

encouragent la culture du maïs depuis les années 1960, selon un agriculteur. Le même agriculteur a cependant noté qu'avec les impacts croissants du changement climatique, cela semble être en train de changer. Interviewer un agent de vulgarisation a confirmé ceci; il a dit que le maïs était important mais que vous deviez cultiver une variété de cultures. Il a également souligné l'importance de cultiver des variétés de saison courte et que le maïs prend moins de temps à mûrir. Incorporant la diversification dans son enseignement, l'agent de vulgarisation démontre comment les pratiques des agriculteurs peuvent influencer ce que le gouvernement recommande. Il était également clair que les petits agriculteurs expérimentent de nombreuses innovations visant à atteindre la souveraineté alimentaire qui contribuent à leur influence sur les agents de vulgarisation et leur récit d'adaptation, comme un agriculteur a précisé que: "actuellement les agents de vulgarisation ont cet objectif parce que nous sommes en train de les repousser. "

La lutte du CHIEHA SFO pour la justice climatique

L'Association de guérisseurs de la terre de Chibememe (CHIEHA) est située dans le quartier 1 sous le chef Gudo du district de Chiredzi Masvingo. La zone s'étend le long de la rive du fleuve Save River qui délimite Chiredzi de Checheche de Manicaland, d'où cette organisation de petits agriculteurs qui est devenue une partie de la grappe de l'Est pour ZIMSOFF. L'organisation paysanne est située à environ 91 km à l'est de la ville de Chiredzi. Elle se situe dans la région agricole agro-écologique 5 (cinq) où les précipitations très faibles inférieures à 300 mm sont reçues par saison agricole. Le groupe compte 36 membres dont 26 femmes.

CHIEHA est une organisation communautaire de conservation et de développement fondée en 1998 dans les zones rurales du sud-est du Zimbabwe. Le CHIEHA est un lauréat du Prix 2004 de l'Initiative des Nations Unies pour l'Équateur, reconnu pour ses efforts exceptionnels en faveur de la conservation simultanée de la biodiversité et de la réduction de la pauvreté: <http://www.undp.org/equatorinitiative/secondary/2004-finalists.htm>

Les 36 agriculteurs (26 femmes et 10 hommes) interrogés dans le cadre de cette enquête font partie de CHIEHA et de différents quartiers environnants. Les agriculteurs ont détaillé leurs efforts pour éviter les effets du changement climatique en utilisant des semences indigènes qui peuvent résister aux

conditions climatiques difficiles, au Zimbabwe et dans la région, des pratiques durables de gestion des eaux et des sols et la diversité des cultures.

La plupart des agriculteurs ont commencé à cultiver des aliments biologiques; ils produisent des petits grains qui résistent à la sécheresse. Ils répandent du fumier de kraal, de l'humus et du compost dans leurs champs afin de maintenir leurs sols en vie et de retenir le peu d'humidité qu'ils reçoivent année après année. Là où la récolte de l'eau est réussie, d'autres entretiennent les vergers .g. banane, avocat, mangues, pour ne citer que quelques-uns.

Leur lutte pour la justice climatique est unique à cette communauté. Ils estiment que leur proximité de l'usine d'éthanol de Greenfuel établie à Chisumbanje qui leur est adjacente est un polluant pour leur environnement car ils sont une communauté qui fait face à la réalité d'un changement climatique.

Autre facteur qui se rajoute à l'impact de la crise climatique c'est la dépossession de terres sans compensation lorsque de tels projets sont établis suivis de déplacement forcé des communautés agricoles dans des zones très sèches qui ne sont pas de leur choix.

Pire encore, les membres prévoient également la possibilité de contamination des sources d'eau par des produits chimiques toxiques, comme le fleuve dénommé Save Save qui est actuellement la principale source d'eau pour l'usage domestique, le bétail et l'environnement. "Pour nous, nous voyons les causes du changement climatique de Marcdom et de l'ARDA que nous avons observées contaminer notre eau qui, à notre tour, est l'une des causes de l'abattage du bétail et nous laisser ici sans plus de pâturages pour notre bétail.

Nous avons engagé nos autorités locales sur les défis auxquels nous sommes confrontés mais il n'y a eu aucun changement ou amélioration pour notre situation; en fait, il a juste empiré ", a déclaré un agriculteur. Nous continuons toutefois à faire participer les décideurs à ces questions tout en mettant en place de bonnes pratiques de gestion des terres qui contribuent à nos preuves. Nous pratiquons vraiment le plaidoyer basé sur des preuves afin que nous puissions prouver les faits. En outre, nous influençons plus de gens à être des défenseurs du changement vers des politiques saines qui respectent la volonté des personnes touchées. Nous envisageons une communauté où les droits fondamentaux des petits agriculteurs tels que l'accès à des aliments propres, à l'air pur et à l'eau sont respectés.

Cependant, l'insistance sur l'utilisation de variétés hybrides pourrait indiquer une limitation de l'influence possible. La lutte pour les systèmes semenciers communautaires a été mentionnée par un agriculteur qui, tout en discutant de la certification des semences et des coûts impliqués, a déclaré: «c'est ce que nous combattons. Nous luttons pour des politiques semencières qui protègent nos semences indigènes. » Cela fait allusion à la lutte pour la souveraineté des semences. En effet, lorsqu'on a demandé à l'agent de

vulgarisation où le gouvernement distribuait du maïs, il a dit qu'il avait été acheté à des «entreprises». Lorsqu'on lui a demandé s'il faisait la promotion du maïs hybride, il a confirmé qu'il le faisait, et il a compris que cela n'était pas compatible avec l'agro écologie, démontrant une compréhension plus technique (dépolitisée) de l'agro écologie. Ainsi, malgré le transfert progressif du gouvernement vers la promotion des variétés locales, le maïs reste la culture la plus promue par les agents de vulgarisation. L'un

des problèmes signalés par les agriculteurs était que «le gouvernement ne soutient que la production de maïs hybride. Il ne peut être utilisé qu'une seule fois.» Cela se rapporte aux variétés hybrides qui sont poussées par le gouvernement, qui incluent des modifications pour résister à la sécheresse, et de raccourcir le temps de maturité. Ce type de soutien gouvernemental à la recherche et au développement de ces variétés de semences étrangères, en particulier de maïs, a conduit un agriculteur à affirmer que «le maïs est devenu politisé».

L'Apprentissage entre agriculteur s et les aspects politiques de l'agro écologie

Grâce à cette recherche, nous avons constaté que bon nombre de ces pratiques ont été apprises grâce à la formation et aux échanges entre agriculteurs, ce qui a été rendu possible grâce à l'adhésion à ZIMSOFF. Ce type d'apprentissage a été très apprécié par les agriculteurs interviewés, et beaucoup ont dit que l'organisation devrait continuer à faciliter de tels ateliers. Un fermier a noté: Si vous persévérez, vous allez souffrir. Ce que nous avons appris nous partageons avec d'autres personnes. (L'école d'agro écologie de Shashe nous a invité à apprendre d'eux.)(L'école d'Agro-Ecologie de Shashe fait référence à un bloc de 184ha développé par des paysans sans terre lors d'un programme accéléré de réforme agraire du gouvernement de la province de Masvingo, au Zimbabwe (La Via Campesina, 2015).

L'un des agriculteurs a apprécié la promotion de cultures qui peuvent pousser avec moins de 200 mm de précipitations annuelles. Un autre a noté l'importance de la rotation des cultures dans l'un de ces ateliers de formation et échanges, et tous les agriculteurs interviewés avaient des pratiques telles que de ne plus brûler d'herbe et de passer à des petits élevages organisés par ZIMSOFF. En outre, le récit de La Via Campesina et de ZIMSOFF a été

largement utilisé, tous les agriculteurs étant conscients des problèmes liés au changement climatique et à l'accès équitable et sans entrave à des ressources telles que la terre. Cela était évident dans la langue utilisée par les agriculteurs.

La grande majorité des personnes interrogées connaissaient les termes tels que l'agro écologie et la souveraineté alimentaire, tandis qu'une minorité connaissait le terme de justice climatique. En parlant d'agro écologie, la majorité a mis l'accent sur les pratiques décrites ci-dessus: l'utilisation du fumier plutôt que de l'engrais chimique, la conservation de la biodiversité à la ferme, y compris la préservation des herbes, des arbres, des cultures intercalaires, etc. Quand on parle de souveraineté alimentaire, les aspects les plus politiques liés au contrôle des cultures plantées et consommées par le ménage sont apparus. La plantation de variétés de cultures a été vue à la lumière des avantages d'une alimentation variée pour la santé, un facteur de motivation important pour les agriculteurs qui considéraient la monoculture, les cultures hybrides et l'agriculture industrielle comme préjudiciables non seulement à l'environnement mais aussi à leur santé et ceux des consommateurs (qui pourraient être des agriculteurs qui choisissent de cultiver des cultures de rente, par exemple), bien qu'un seul entretien avec des agriculteurs l'ait exprimé en ces termes.


La méthodologie de formation de paysan à paysan au niveau du Centre Agro-Ecologique de Shashe

L'école d'agro-écologie de Shashe occupe une superficie de 184 ha créée par des paysans sans terre pour servir de centre d'apprentissage en agro-écologie lors du programme de réforme agraire accélérée du Gouvernement du Zimbabwe dans la province de Masvingo. L'excursion a visité le site où 30 membres (21 femmes et 9 hommes) ont participé aux discussions et aux entrevues. L'école d'agro-écologie de Shashe fait partie du réseau de plus de 40 écoles d'agro-écologie de LVC dans le monde. La zone de Shashe est une étude de cas classique sur la manière dont les petits exploitants agricoles ont développé des capacités d'adaptation et de résistance à l'impact du changement climatique grâce à la formation et aux échanges entre agriculteurs. Douze d'entre elles portent un label de «centres d'excellence» avec de bonnes pratiques de récolte d'eau, de fumier, d'agroforesterie, de diversification des cultures et d'élevage et de production de petites céréales telles que mil, rapoko, sorgho, arachide, mais aussi pour en citer que quelques-unes.

L'école promeut la formation et l'échange d'expériences entre agriculteurs de manière à transmettre les connaissances et les compétences verticalement et horizontalement, tout en diffusant des pratiques agro écologiques paysannes durables comme solution locale à la crise climatique. Les membres se sont organisés pour faciliter les visites «regarder et apprendre» de paysan à paysan, les réunions de groupe et les ateliers, ainsi que les foires aux semences et autres réunions d'échange pour partager des connaissances et des informations dans le groupe Central du ZIMSOFF. Les leaders paysans coordonnent actuellement la mise en œuvre du projet «Semences, sols et culture» qui vise à partager son apprentissage avec d'autres dans le monde entier. Les membres croient que dans tous les coins de notre belle planète, il y a de petits agriculteurs, hommes et femmes, qui sèment et conservent les semences locales et qui gèrent leur terre comme une âme vivante. Ils cultivent leurs récoltes avec un travail acharné, ont confiance dans les connaissances traditionnelles et croient en des valeurs spirituelles profondément enracinées, renforçant ainsi leur propre résilience.

En organisant et en facilitant la formation et les échanges entre agriculteurs dans le groupe central du ZIMSOFF, l'école d'agro écologie de Shashe encourage la production de légumineuses pouvant également résister à des conditions climatiques difficiles. Les agriculteurs familiaux ont conçu leurs propres moyens de résister au changement climatique en développant des exemples vivants de gestion des sols et de l'eau, de l'agroforesterie et de la conservation de la diversité biologique et culturelle. Pour apporter la réponse au contrôle sur les systèmes alimentaires; Les membres produisent des petits grains capables de résister à la sécheresse, notamment du sorgho, du mile, des arachides, des pois de vache, du sésame et des noix rondes, ainsi que du manioc. Les agriculteurs se sont également tournés vers les petits animaux tels que les chèvres, les moutons, les porcs, les poulets locaux et les pintades.

Certains agriculteurs familiaux de l'école essaient maintenant de cultiver du riz dans une zone sèche qui reçoit des précipitations de 400 à 600 mm pendant les bonnes saisons. L'un des membres a introduit une innovation en 2002, axée sur le développement de fosses d'infiltration pour collecter et retenir l'eau de pluie autour des cultures afin de lutter contre les sécheresses liées au changement climatique et, parfois, les inondations. En 2016, après avoir expérimenté et amélioré l'innovation, l'agriculteur a creusé plus de fosses et a augmenté la surface sous l'innovation. En conséquence, le niveau d'eau des zones adjacentes a augmenté permettant à la famille d'agriculteurs d'essayer la culture du riz. L'herbe qui pousse autour des fosses a augmenté et est utilisée pour nourrir les animaux et comme litière pendant la saison des pluies, lorsque le kraal devient détrempe (réduisant l'incidence des maladies et augmentant le fumier). Le plus important, l'agriculteur a reçu le prix national 2017 pour le prix Energy globe.



L'impact sur les relations de genre a été évoqué par les paysans interrogés, en termes de bénéfices de l'agro-écologie pour soulager les pressions sur les différentes responsabilités des femmes. En d'autres termes, il devenait plus facile de subvenir aux besoins de la famille car l'agro-écologie minimisait la dépendance à l'argent et assurait aux femmes la nourriture nécessaire. L'accès à l'argent a été monopolisé par les hommes dans les zones interrogées. Ainsi, lorsque les ménages s'orientaient davantage vers la subsistance à partir de cultures de rente, les femmes interrogées indiquaient des secours et de la sécurité. Cependant, tout en étant préoccupé par l'impact du changement climatique sur les femmes, ce genre de féminisme ne remettait pas en cause la validité des rôles sexués des femmes dans le ménage, qui sont à l'origine de problèmes entre homme et femme comme l'inégalité des droits en matière de propriété financière qui joue un plus grand rôle dans les moyens de subsistance des ménages. Ce contrôle inégal surgit lorsque ce facteur est présent, mais tout cela reste le symptôme plutôt que le véritable problème. Il convient de réfléchir à d'autres façons, peut-être moins évidentes, de ces rôles sexués (plus de responsabilités au sein du ménage, par exemple) qui peuvent désavantager les femmes de manière disproportionnée lorsqu'il s'agit de subir les effets du changement climatique.

Remarques finales sur les données

D'une manière générale, les questions liées au changement climatique et à la nature politique de l'adaptation ont été soulignées par les agriculteurs. Bien qu'à des degrés divers, la majorité des pratiques détaillées qui traitent des impacts du changement climatique d'une manière qui fait allusion à la Co-constitution politique et pratique co-constitutive de leur adaptation.

Seul, peu de ces pratiques peuvent être considérées comme ouvertement politiques, mais prises ensembles; l'élan politique pour elles devient clair. Par exemple, prises par elle, la pratique de la culture intercalaire n'est pas politique; il sert un objectif d'adaptation pratique (conservation des sols, ou haies de paillis sur les cultures).

Mais quand on considère la lutte pour la souveraineté semencière, la défense du contrôle des petits agriculteurs et le mode de vie (échanges de semences, conservation des semences, la société et la culture autour de celles-ci), on voit comment cela peut rejeter un système de marché qui cherche à simplifier et à marchander (la monoculture en mettant l'accent sur le maïs ou les cultures de rente comme le tabac). Ceci est encore confirmé par la rhétorique anti-marché venant directement des paysans, comme les citations ci-dessus montrent. Les petits agriculteurs cultivent pour eux-mêmes et pour leur communauté, comprenant que la marchandisation leur est préjudiciable, en particulier dans un contexte de plus en plus imprévisible. La mesure dans laquelle cela démontre une compréhension de l'agriculture capitaliste et de son rôle dans le changement climatique est discutable. Mais ce que l'on peut dire est que, dans ce cas, une compréhension politique du changement climatique et de l'adaptation a aidé les petits agriculteurs à délimiter les pratiques et les récits qui exacerbent les origines politiques du changement climatique de ceux qui cherchent à les défier.

References

Brown, D., Rance Chanakira, R., Chatiza, K., Dhliwayo, M., Dodman, D., Masiwa, M., Muchadenyika, D., Prisca Mugabe, P. and Zvigadza, S. (2012). Climate change impacts, vulnerability and adaptation in Zimbabwe.

IIED Climate Change Working Paper No. 3, October 2012, <http://pubs.iied.org/pdfs/10034IIED.pdf>

Chagutah, T. (2010), Climate Change Vulnerability and Preparedness in Southern Africa: Zimbabwe Country Report, Heinrich Boell Stiftung, Cape Town, https://za.boell.org/sites/default/files/downloads/HBF_web_Zim_21_2.pdf.

Chanza N et al. (2015), Ethical and Justice Reflections in Zimbabwe's INDC and Climate Policies, Second Round Report, Climate Justice, 2015, <https://nationalclimatejustice.org/2015/03/28/zimbabwe/>.

Christopher Chakwana, The effects of climate change in Zimbabwe, blog, 11 Dec 2015, <https://www.oneyoungworld.com/blog/effects-climate-change-zimbabwe>

CLIMATE CHANGE LEGISLATION IN ZIMBABWE, excerpt from Nachmany et al. (2015), The 2015 Global Climate Legislation Study, A Review of Climate Change Legislation in 99 Countries, LSE, London, <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2015/05/ZIMBABWE.pdf>

Climate Change in Zimbabwe – Information and Adaptation, article by Alfred Obed Rankomise, 2 April 2015, via Climate Change in Zimbabwe – Information and Adaptation, Country Reports, Publications, KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG (FOUNDATION) ZIMBABWE, Konrad-Adenauer-Stiftung 22 March 2015, http://www.zimbabwesituation.com/news/zimsit_w_climate-change-in-zimbabwe-information-and-adaptation-country-reports-publications-konrad-adenauer-stiftung-foundation-zimbabwe-konrad-adenauer-stiftung/.

Dodman D & Mitlin D (2015), The national and local politics of climate change adaptation in Zimbabwe, *Climate and Development* Vol. 7 , Iss. 3, 223-234, 2015.

FAO (2016), COUNTRY FACT SHEET ON FOOD AND AGRICULTURE POLICY TRENDS, Zimbabwe, Fact sheet by the Food and Agriculture Policy Decision Analysis (FAPDA), Aug 2016, <http://www.fao.org/3/a-i6022e.pdf>

GOVERNMENT OF ZIMBABWE MINISTRY OF ENVIRONMENT, WATER AND CLIMATE (2014), Zimbabwe's National Climate Change Response Strategy (NCCRS), <http://www.climatechange.org.zw/sites/default/files/National%20Climate%20Change%20Response%20Strategy.pdf>.

GoZ (2010), Medium Term Plan, January 2010 – December 2015, Government of Zimbabwe, Ministry of Economic Planning and Investment Promotion, Harare.

GoZ (2002), Environmental Management Act (EMA Act), <https://www.ema.co.zw/index.php/2014-06-12-03-49-33/2014-06-12-20-59-13/environmental-law-ema-act-2002.html>.

Mutasa, C. (2008), Evidence of climate change in Zimbabwe, Paper presented at the Climate Change Awareness and Dialogue Workshop for Mashonaland Central and Mashonaland West Provinces Held at Caribbea Bay Hotel, Kariba, Zimbabwe, 29-30 September 2008.

Rosset, P; Sosa, B; Jaime, A; Lozano, D (2011), The Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba: social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty, *The Journal of Peasant Studies*, 38:1

Unganai L. (2009), Adaptation to climate change among agropastoral systems: case for Zimbabwe IOP Conf. Series: Earth and Environmental Science 6 (2009) 412045
doi:10.1088/1755-1307/6/1/412045.

Zawe, C., Madyiwa, S. and Matete, M. (2015), Trends and Outlook: Agricultural Water Management in Southern Africa. Country Report Zimbabwe, USAID, available at <https://agrilinks.org/sites/default/files/resource/files/Country%20Report%20Zimbabwe.pdf>.

Zim set to establish climate policy, article by Sifelani Tsiko, Senior Writer, Features, Opinion & Analysis, *The Herald*, 18 September 2014, <http://www.herald.co.zw/zim-set-to-establish-climate-policy/>.



Zimbabwe Small Holder Organic
Farmers' Forum
(ZIMSOFF)



AKAFRIKA
KONTAKT